



CONSEIL FEDERAL

MOTION DE SOUTIEN A L' UNEF

Les plans d'austérité sévissent partout en Europe. Dans plusieurs pays (Grèce, Espagne, Portugal, Irlande ...) les gouvernements, quelle que soit leur orientation politique, infligent aux populations des plans d' « assainissement des finances publiques » drastiques. La croissance économique est faible, voire négative et les dépenses à faire pour maintenir la qualité de vie de la population ne diminuent pas, que du contraire.

Pour préserver ce niveau de vie, l'Etat devrait temporairement pouvoir accroître son déficit. Toutefois, cela lui est refusé par les critères de Maastricht (condition d'accès à l'Union Européenne) qui contraignent les gouvernements à ne pas s'endetter au-delà de 60% du PIB et ce, malgré les besoins objectifs de la population.

En conséquence, les politiques d'austérité visent à accroître les recettes de l'Etat et à en réduire les dépenses, souvent au détriment de la population.

Dans ce contexte, **le gouvernement français lance un plan de réforme des retraites** qui prévoit notamment d'augmenter de 2 ans l'âge légal de la retraite, à 62 ans.

Écœurés par cette volonté du gouvernement français de revenir sur des années de combats pour les droits sociaux, **les syndicats français ont répliqué** par la mise en place d'un mouvement national de défense des acquis des travailleurs qui a rassemblé, depuis le début du mois de septembre 2010, plusieurs millions de personnes dans les rues.

Considérant que les étudiants sont de futurs travailleurs et qu'une injustice aux travailleurs est une injustice aux étudiants, **l'UNEF** (syndicat étudiant français) **a décidé de se joindre au mouvement.** Au delà de la solidarité évidente entre étudiants et travailleurs, d'autres raisons motivent la décision de l'UNEF de se joindre au mouvement :

- l'augmentation du chômage chez les jeunes en cas de recul de l'âge de la retraite ;
- la précarité des emplois qui leur sont destinés ;
- l'obligation de travailler jusqu'à 67 ans pour toucher une retraite décente, sachant qu'on ne trouve un emploi stable en moyenne qu'à 27 ans.

Consciente elle aussi de l'enjeu que représente le débat sur les départs en retraite, la FEF tient par cette motion à apporter son soutien à la mobilisation étudiante lancée par l'UNEF contre la réforme des retraites prévue par le gouvernement Sarkozy, sans la moindre concertation sociale.